



**Communiqué de presse**  
**16 septembre 2020**

## **La CLCV demande un milliard d'aide à la pierre pour le logement social**

La politique du logement ne peut se résumer à l'isolation des bâtiments, même si cela doit rester une ardente obligation. La crise de l'offre du logement est une réalité et les 2 100 000 demandeurs en attente de logement sociaux s'impatientent.

La trésorerie abondante et récurrente d'Action Logement aiguise les appétits de l'État qui décide de ponctionner d'un milliard d'euros cette institution pour renflouer son budget.

Nous ne pouvons accepter ce racket permanent détournant de son objectif initial le rôle d'Action Logement qui est de développer la construction de logements, d'aider par des prêts l'accès à la propriété ou l'exécution de travaux engagés par les salariés.

C'est pourquoi la CLCV demande que le milliard d'Action Logement soit fléché sur une aide à la pierre significative de 100 000 euros par logement, permettant ainsi de réaliser 10 000 logements à loyers très sociaux. Cette aide à la pierre serait accessible à l'ensemble des acteurs du logement social (OPH, ESH et Coopérative HLM). D'autre part, la CLCV s'oppose à toute fiscalisation des 0,25 % qu'est la cotisation qui abonde aujourd'hui le budget d'Action Logement.

Même si nous regrettons que régulièrement la gestion d'Action Logement soit pointée du doigt par les organismes de contrôle, nous ne pouvons accepter tout détournement de fonds via le budget de l'État.

Le désengagement répété de l'État sur la politique du logement, que ce soit sur l'aide à la pierre ou l'aide à la personne, nous fait craindre le pire sur l'utilisation de la manne aujourd'hui collectée par Action Logement.

Si nous nous interrogeons régulièrement sur l'incapacité d'Action Logement à remplir pleinement sa mission en investissant à la hauteur des enjeux de notre pays en matière de construction, peut-être la gestion paritaire MEDEF-organisations syndicales doit s'élargir à la présence dans les instances des organisations nationales de locataires qui sont au plus près des besoins des citoyens de ce pays en matière d'habitat.